

AVIS DE CONSULTATION

N°...../DC/MINTOUL/CIPM/2025 DU

**RELATIF AU RECRUTEMENT D'UNE SOCIETE DE GARDIENNAGE DE
L'IMMEUBLE ABRITANT LES SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DU
TOURISME ET DES LOISIRS POUR LES EXERCICES 2025 ET 2026****1- Objet**

Le Ministre d'Etat, Ministre du Tourisme et des Loisirs lance, pour le compte de son département ministériel, une Demande de Cotation (DC) pour le recrutement d'un prestataire devant assurer le gardiennage de jour et de nuit de l'immeuble abritant ses services pour les exercices 2025 et 2026 sur financement du Budget de Fonctionnement du MINTOUL.

2- Consistance des prestations

Les prestations consistent à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens de l'immeuble siège abritant les services centraux du MINTOUL et fournir un personnel compétent (cinq (05) vigiles dont 02 de jour et 03 de nuit) formé aux tâches de sécurité, correctement vêtu d'un uniforme propre et bien présentable, sachant lire et écrire l'une des langues officielles du Cameroun.

Plus spécifiquement, les agents de sécurité doivent, de jour comme de nuit :

- Accueillir, contrôler et filtrer les visiteurs et les fournisseurs ;
- Contrôler les personnes et les matériels entrant et sortant de l'enceinte des locaux ;
- Surveiller les locaux et leurs différentes entrées ;
- Tenir à jour les documents de suivi des activités et incidents ;
- Assurer la permanence au sein de l'immeuble désigné ;
- En cas d'incident, appliquer les procédures en vigueur.

3- Participation et origine

La participation à la présente consultation est ouverte aux sociétés de gardiennage exerçant au Cameroun et répondant aux critères de qualification indiquées dans le présent Dossier de Demande de Cotation.

4- Financement

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation, sont financées par le Budget de Fonctionnement du Ministère du Tourisme et des Loisirs des exercices 2025 et 2026, Imputation 59 23 151 01 390000 361481 et Suivante.

5- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette Demande de Cotation est en ligne.

6- Consultation du dossier de la Demande de Cotation

Le dossier de la Demande de Cotation (DDC) peut être consulté gratuitement à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics du Ministère du Tourisme et des Loisirs sise à l'Immeuble Rose, porte 210, 2ème étage, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm).

7- Acquisition du dossier de la Demande de Cotation

La version physique du dossier peut être obtenue à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics du Ministère du Tourisme et des Loisirs sise à

l'immeuble Rose, porte 205, 2ème étage, dès publication du présent avis, sur présentation de l'original d'une quittance de cinquante-cinq mille (55 000) francs CFA non remboursable, payable uniquement au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier de Demande de Cotation (DC) par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de Demande de Cotation.

8- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération est de dix-neuf millions quatre cent mille (19 400 000) FCFA Toutes Taxes Comprises (TTC) pour la tranche ferme (exercice 2025) et vingt millions (20 000 000) pour la tranche conditionnelle (exercice 2026).

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, timbré et acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 10 du DDC dont le montant s'élève à sept cent mille (700 000) Francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Cette caution doit être timbrée et accompagnée du récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, timbrée et assortie du récépissé délivré par la CDEC entraînera le rejet pur et simple de l'offre. De plus, une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Remise des Cotations

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

a) Mode de soumission en ligne

L'offre est établie en français ou en anglais.

Les offres devront être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 25 MAR 2025 à 11 heures.

Dans le même délai que ci-dessus, une copie de sauvegarde des offres enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », ainsi que la version physique de la caution de soumission accompagnée du récépissé délivré par la CDEC. Le pli devra être déposé sur décharge et portera la mention :

DEMANDE DE COTATION N° 001 DC/MINTOUL/CIPM/2025 DU 20 FEB 2025
POUR LE RECRUTEMENT D'UNE SOCIETE DE GARDIENNAGE DE L'IMMEUBLE ABRITANT LES
SERVICES CENTRAUX DU MINISTERE DU TOURISME ET DES LOISIRS POUR LES EXERCICES 2025 ET
2026

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

b) Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme COLEPS et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11- Ouverture des plis

25 MARS 2025

L'ouverture des plis se fera en un temps et aura lieu le à 12 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés dans la salle de conférences annexe, porte 119, 1^{er} étage du Ministère du Tourisme et des Loisirs à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Cotation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de Cotation. En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

12- Recevabilité des Cotations

Les pièces administratives, la cotation technique et la cotation financière doivent être regroupées dans un volume unique séparées par des intercalaires en couleur. L'original du pli et ses copies seront placés dans une seule enveloppe qui sera remise sous plis scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- les plis sans indication de l'identité de la DC.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions la DC sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces de la DC, entraînera le rejet pur et simple de la cotation sans aucun recours. Une caution de soumission non timbrée, non accompagnée du récépissé de la CDEC ou n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

13- Critères d'évaluations

13.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- a) de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente autre que la caution de soumission ;
- b) de l'absence du cautionnement de soumission ;
- c) des fausses déclarations, les manœuvres frauduleuses ou la falsification de pièces ;
- d) du non-respect d'au moins 3 critères essentiels ;
- e) de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de l'exécution d'une prestation au cours des trois dernières années ;
- f) de l'absence de l'agrément à exercer comme Société de Gardiennage au Cameroun ;
- g) du non-respect du format de fichier des offres en cas de soumission en ligne ;
- h) de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans la cotation ;
- i) de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- j) de la non-conformité du modèle de soumission ;
- k) de la non-conformité du mode de soumission ;
- l) de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- m) de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

13.2-Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation de l'offre ;
- les références du soumissionnaire ;
- la capacité financière (l'accès à une ligne de crédit ou autres ressources financières, le chiffre d'affaires, attestation de solvabilité financière) ;
- la qualification et l'expérience du personnel ;
- les moyens logistiques ;
- le délai d'exécution.

14- Durée du Contrat

Le contrat signé avec le prestataire retenu aura une durée de vingt-quatre (24) mois, soit douze (12) mois pour la tranche ferme (2025) et douze (12) mois pour la conditionnelle (2026) à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer la mission.

15- Tranches/Allotissement

Les prestations, objet de la présente Demande de Cotation, sont subdivisées en deux tranches ci-après définies :

- Tranche ferme relative aux prestations menées au titre de l'exercice 2025 sur une période de douze (12) mois ;
- Tranche conditionnelle concerne les prestations qui seront menées au cours de l'année 2026 sur une période de douze (12) mois en cas d'approbation du Maître d'Ouvrage.

16- Attribution du Marché

L'Autorité Contractante attribuera la lettre commande au soumissionnaire qui aura présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre sera évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17- Durée de validité des Cotations

Les soumissionnaires restent engagés par leurs Cotations pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des Cotations.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la Direction des Affaires Générales/Sous-direction du Budget, Matériel et Maintenance/Service des Marchés Publics du Ministère du Tourisme et des Loisirs sise à l'immeuble Rose, porte 210, 2ème étage, Tél : 222 22 67 68 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) par SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, et la Cellule de Lutte Contre la Corruption du MO/MD au numéro 222 22 67 68.

Yaoundé, le 12.02.2025

L'AUTORITE CONTRACTANTE

Ampliation:

- MINMAP ;
- ARMP ;
- SOPECAM ;
- Président CIPM/MINTOUL ;
- Affichage/Chronos.



Bella Bouba Maigore

REQUEST FOR QUOTATION

N°...../RQ/MINTOUL/CIPM/2025 OF

**FOR THE RECRUITMENT OF A SECURITY COMPANY FOR THE
CENTRAL SERVICES BUILDING OF THE MINISTRY OF TOURISM
AND LEISURE FOR 2025 AND 2026 YEAR****1- Object :**

The Minister of State, Minister of Tourism and Leisure hereby launches on behalf of his ministry a request for quotation to recruit a consultancy firm for ensuring security over day and night the central services building of the Ministry of Tourism and Leisure to be funded by the Operating Budget of the 2025 and 2026 financial year.

2- Consistency of the services

The services consist in taking all necessary steps to ensure the security of people and property of the ministry of tourism and leisure and provide skilled staff (five (05) guards, with 02 for the day and 03 for the night) in safety tasks. They shall be appropriately dressed in a clean uniform and well presentable, able to read and write one of Cameroon's official languages.

More specifically, security agents must, day and night:

- welcome, check and screen visitors and suppliers,
- check people and equipment entering and leaving the premises,
- monitor the facilities and the area surrounding them,
- keep up-to-date records of activities and incidents,
- Ensure security within the designated building;
- In the event of an incident, apply the procedures in force.

3- Participation and origin

Participation to this invitation to tender is open to security companies operating in Cameroon and meeting the qualification criteria indicated in this Request for Quotation File.

4- Funding

The services to be provided following this invitation to tender shall be financed by the Operating Budget of the Ministry of Tourism and Leisure for the 2025 and 2026 financial year, budgetary charge 59 23 151 01 390000 361481 and the next one.

5- Submission method

The submission method retained for this Request for Quotation is online or offline. However, the bidders cannot use both the on line and off line bidding methods.

6- Consultation of the Request for Quotation File

The hard copy of the file may be consulted free of charge during working hours in the department of General Affairs/Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance/Public contracts service of the Ministry of Tourism and Leisure located in Immeuble Rose, room 210, 2nd floor, as soon as this notice is published.

It may equally be consulted online on the COLEPS platform to the following addresses:
<http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or on the ARMP website (www.arpmp.cm).

7- Acquisition of the Request for Quotation file

The hard copy of the file may be obtained at the department of General Affairs/Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance/Service of Public Contracts of the Ministry of Tourism and Leisure located in Immeuble Rose, room 210, 2nd floor as soon as this notice is published against payment of a non-refundable sum of FCFA fifty-five thousand (55, 000) for the purchase of the Tender File fees which is payable to the Public Treasury only.

It is equally possible to freely download the soft version of the Request for Quotation File (RQ) on the COLEPS or PRIDESOFT platforms, available at the addresses indicated above for the electronic version. However, the online bidding is subject to the payment of the purchase fees of the Request for Quotation File (RQF).

8- Estimated cost

The estimated cost of the operation following prior studies stands is FCFA all taxes included nineteen millions four hundred thousand (19 400 000) for the firm tranche (2025 financial year) and twenty millions (20 000 000) for the conditional phase (2026 financial year).

9- Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a stamped and hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 10 of the Request for Quotation File (RQF), of an amount of FCFA seven hundred thousand (700, 000) and valid up to thirty (30) days beyond the initial date limit of the validity of bids. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or financial body of first category authorised by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead to the immediate rejection of the offer. A bid bond submitted but that does not have any relation with the consultation concerned shall be considered as absent. The bid bond presented by a tenderer at the bid opening session shall not be inadmissible.

10- Submission of Quotations

Each quotation shall be drafted in English or French.

a) Online submission method

Bid shall be drawn up in French or English.

The tender would have to be sent by the bidder on the COLEPS platform no later thanat 11.00 a. m.

Within the same delay as above, a backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD would have to be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", as well as the physical version of the bid bond accompanied by the receipt issued by the CDEC. The envelope must be filed on receipt and should be labelled:

REQUEST FOR QUOTATION N°/RQ/MINTOUL/CIPM/2025 OF 12.0 FEB 2025

for the recruitment of a security company for the CENTRAL SERVICES BUILDING of the Ministry of Tourism and Leisure for 2025 and 2026 year
"To be opened only during the Tender Opening Session"

b) Tender file size and format

The maximum sizes of documents to be uploaded on the platform and which shall constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats shall be as follows:

- PDF format for textual documents;
- JPEG for images.

The bidder shall use compression software in order to eventually reduce the size of the files to be forwarded.

11- Opening of bids

25 MARS 2025

Bids shall be opened in a single phase on at 12 am local time in the annex Conference Hall of Immeuble Rose, room 119, 1st floor of the Ministry of Tourism and Leisure, in Yaounde.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a person of their choice duly authorised.

Under pain of being rejected, only originals or true copies certified by the issuing service or competent administrative authorities for the administrative documents required shall be produced in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must not be older than three (3) months or shall be signed before the date of signature of the Quotation notice. In case of absence or non-conformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

12- Admissibility of Quotations

The administrative documents, the technical quotation and the financial quotation must be grouped together in a single volume separated by colored dividers. The original of the envelope and its copies will be placed in a single envelope which will be delivered in a sealed envelope.

The Project Owner shall not accept:

- Bids bearing information on the identity of the tenderers;
- Bids submitted after the closing date and time for submission of bids;
- Envelopes without indication on the identity of the Invitation to Tender;
- Bids non-compliant with the bidding mode.

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the RQF shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the RQF shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. An unstamped bid bond, not accompanied by the CDEC receipt or not relating to consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

13- Evaluation criteria

13.1 Eliminary criteria

The eliminary criteria include:

- a) Failure to submit, beyond the 48 (forty-eight) hours deadline after the opening of bids, a document of the administrative file deemed non-compliant or absent other than the bid bond;
- b) Absence of bid bond;
- c) False declarations, fraudulent schemes or forged documents;
- d) Failure to comply at least with 3 essential criteria ;
- e) Absence of the sworn statement for not having abandoned contracts during the last three years;
- f) Absence of agreement to operate as a Security Company in Cameroon ;
- g) Failure to comply with the bid file format; in case on submission online ;
- h) Absence of a quantified unit price in the quotation;
- i) Absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, DQE) ;
- j) Non-compliance with the submission model;
- k) Non-compliance with the submission method;
- l) Absence of the dated and signed Integrity Charter;
- m) Absence of the dated and signed commitment statement to comply with environmental and social clauses.

13.2 Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will focus namely on:

- presentation of bid;
- Bidder's References;

- Financial capacity (access to a line of credit or other financial resources, turnover, attestation of financial solvency);
- Personnel qualification and experience;
- Logistics means;
- Execution timeframe.

14- Duration of Contract

The contract signed with the bidder retained shall last for twenty-four (24) months: twelve (12) months for the firm tranche (2025) and twelve (12) months for the conditional phase (2026) from the date of the notification of the jobbing order.

15- Tranches/Allotment

The services, the subject of this Request for Quotation, are subdivided into two tranches defined below:

- Firm tranche relating to the services carried out for the financial year 2025 over a period of twelve (12) months;
- Conditional tranche concerns the services which will be carried out during the year 2026 over a period of twelve (12) months in the event of approval by the Project Owner.

16- Award

The Contracting Authority will award the Jobbing Order to the bidder who has submitted a bid that complied with the required technical and financial qualification criteria and whose offer will be evaluated as the lowest, including, where applicable, the proposed rebates.

17- Duration of the validity of Quotations

Bidders shall remain committed by their Quotations during 90 days from the deadline set for the submission of Quotations.

18- Additional information

Additional information may be obtained during working hours from the department of General Affairs/Sub-Department of Budget, Equipment and Maintenance of the Ministry of Tourism and Leisure located in Immeuble Rose, room 210, 2nd floor. Tel: 222 17 67 68 or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19- Fight against corruption and malpractices

For any denunciation for practices, facts or acts, attempt of corruption or facts of malpractices, please call CONAC at 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) by SMS or call the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, and the Unit for the Fight Against Corruption of the PO/DPO at 222 17 67 68.

Yaounde, 12⁰ FEB 2025

THE CONTRACTING AUTHORITY

Copied:

- MINMAP
- ARMP (for publishing and archive)
- SOPECAM (for publishing)
- President ITB (for information)
- Pastling (for information)/chronos



Handwritten signature: Bello Bou'ia Maigwa